

## Journal de 20 heures

Philippe Douste-Blazy : « Il y a une priorité politique : il faut que les réfugiés qui sont ici puissent revenir au Rwanda. Et pour ça, il faut qu'il y ait des garanties du nouveau gouvernement rwandais et que la communauté internationale le demande ! La France est seule à faire un geste politique »

Jean-Claude Nancy, Loïck Berrou

TF1, 24 juillet 1994

**20 000 militaires des Forces armées rwandaises auraient franchi la frontière zaïroise pendant la déroute. Ils se rassemblent et s'organisent dans deux camps, au nord et au sud du lac Kivu.**

[Jean-Claude Nancy :] Au Rwanda les réfugiés n'ont qu'un seul choix : la mort par choléra ou bien le retour au pays. On compte déjà 1 500 victimes par jour à Goma. La frontière entre le Rwanda et le Zaïre a été rouverte cet après-midi pour laisser passer ceux qui rentrent.

Et puis c'est d'Entebbe, en Ouganda, que les gros-porteurs américains ont décollé pour parachuter les vivres au-dessus du Zaïre voisin. D'autres avions vont directement sur Goma où sont réfugiés, je vous le rappelle, plus d'un million de Rwandais. Loïck Berrou.

[Loïck Berrou :] Des parachutages au Rwanda, une image qui en rappelle d'autres. Nous sommes prêts de Gikongoro, dans la zone humanitaire de sécurité. Ce n'est pas le choléra mais la famine qui menace ici 1 700 000 personnes [on voit des avions de l'armée française larguer des parachutes de

vivres au-dessus des collines]. Couvertures, boîtes de conserve, kits médicaux, les militaires français ont tenu à précéder très symboliquement leurs homologues américains qui ont effectué cet après-midi leurs propres largages sur le camp de Katale au Zaïre [on voit des militaires français en train d'aider les villageois à récupérer les parachutes de vivres tombés au sol].

Les parachutages, pour aussi spectaculaires qu'ils soient, ne sauraient répondre à l'ampleur de la tâche. L'urgence est absolue. L'hôpital de Goma, par exemple, consomme 1 500 litres de Ringer – un liquide de réhydratation indispensable à la lutte contre le choléra – par jour [diffusion d'images de l'hôpital de Goma]. Les nouvelles victimes arrivent sans cesse, on les entasse à même le sol. La mobilisation de la communauté internationale commence à peine à porter ses fruits. Il faudra deux à trois semaines pour enrayer l'épidémie [gros plans sur des malades couchés par terre]. Des milliers de personnes meurent et mourront encore du choléra.

En pleine santé par contre, les militaires des Forces armées rwandaises. Ils seraient 20 000 à avoir franchi la frontière zairoise pendant la déroute [on voit des soldats des FAR rassemblés au bord d'une route]. Ils se rassemblent et s'organisent dans deux camps, au nord et au sud du lac Kivu. L'esprit de revanche qui les anime est la hantise des organisations humanitaires qui refusent de leur porter assistance tant qu'ils ne seront pas désarmés [on voit des soldats des FAR déambuler parmi les réfugiés]. Les autorités zairoises se sont engagées à le faire. Pour eux [les militaires des FAR], le retour est impossible, ils savent que le FPR ne fait pas de prisonniers.

**[Jean-Claude Nancy interviewe à présent Philippe Douste-Blazy puis Pierre Consigny, tous deux en duplex de Goma.]**

**Jean-Claude Nancy :** Nous avons de grosses difficultés techniques pour avoir le Rwanda en direct. Mais j'aperçois Philippe Douste-Blazy à l'écran. Monsieur le ministre, bonsoir.

**Philippe Douste-Blazy :** Bonsoir !

**Jean-Claude Nancy :** Vous êtes en direct, à Goma. Cela fait 48 heures que vous êtes sur place. Avec l'arrivée de l'aide américaine, même tardive, on a l'impression que la détermination de la France a été payante.

**Philippe Douste-Blazy :** Oui, mais ce que j'ai vu, Jean-Claude Nancy, aujourd'hui, est... indescriptible. Je n'ai jamais vécu une chose comme ça. Et je voudrais profiter de ce direct pour, euh, poser une question à la communauté internationale – en dehors de la France, bien sûr – et aussi affirmer deux priorités. Ma question est de savoir est-ce que la communauté internationale pense qu'il s'agit d'hommes et de femmes comme vous et moi ici ? Si

la réponse est "non", alors c'est une autre discussion à laquelle je ne préfère pas, euh, participer. Si la réponse est "oui", alors pourquoi les autres pays ne viennent pas aider la France? Pourquoi il n'y a pas une solidarité de la communauté internationale plus forte? Et la priorité. La priorité, elle est humanitaire, bien évidemment. Ici, nous avons vu des milliers de morts depuis deux jours. Plus de 8 000 morts ici à Goma. Des petits paquets comme ça, je sais pas ce que..., si vous savez ce que c'est : ce sont des petits bébés qui sont... sur le bord des routes. C'est quelque chose d'absolument abominable. Il faudrait ici 10 millions de litres d'eau par jour et il y en a que 180 000 qui peuvent être distribués! Il faudrait 500 tonnes de nourriture par jour et il y en a que 200 qui arrivent. Alors bien sûr, je sais que les Américains arrivent, les Israéliens vont venir, les Allemands. Mais, si c'est uniquement pour faire de l'aide humanitaire... Bien sûr qu'il faut des médecins, des infirmières, de la nourriture, des médicaments et de l'eau. Mais surtout il y a une priorité politique : il faut que les réfugiés qui sont ici puissent revenir au Rwanda. Et ça, il faut trois conditions : il faut qu'il y ait des garanties du nouveau gouvernement rwandais. C'est très important. Et pour ça il faut que la communauté internationale le demande, les autres gouvernements! La France est seule à faire un geste politique. Il faut que les autres gouvernements participent à cette action. Et puis la zone humanitaire – due aux soldats français qui ont travaillé de manière absolument remarquable –, cette zone humanitaire elle a un million de personnes. Ce million de personnes, si on ne fait rien pour eux, vont arriver ici à Goma. Ça sera la catastrophe humanitaire la plus importante du XX<sup>ème</sup> siècle.

**Jean-Claude Narcy :** Philippe Douste-Blazy, laisser retourner comme on l'a vu tout à l'heure les réfugiés chez eux, ça semble plus facile que de les nourrir ou que de les soigner. Mais est-ce que c'est bien responsable? Ils vont emporter avec eux le choléra dans leur village.

**Philippe Douste-Blazy :** Non..., le problème du choléra est..., est simple. Il faut amener de l'eau potable ici. C'est ce que nous avons fait depuis 48 heures. S'il n'y a pas d'eau potable, le choléra continuera. Mais ce que je peux vous dire, c'est que si les réfugiés ne repartent pas au Rwanda le plus rapidement possible, alors il y aura en 15 jours des millions de morts ici! C'est ça qu'il faut bien comprendre! Et puis, je dirais aussi que la communauté internationale doit prendre ses responsabilités. La MINUAR II doit venir, les soldats de l'ONU doivent venir épauler les soldats de la France. La France ne peut pas continuer seule. C'est absolument impossible. C'est un problème de responsabilité si on ne veut pas que ces camps de réfugiés deviennent des

camps de la mort !

**Jean-Claude Narcy** : Vous avez parlé ce matin d'un retour organisé de ces réfugiés. Est-ce qu'il y a assez de monde pour faire ce travail ? Est-ce qu'il y a assez de monde sur place ? Il faut accompagner ces réfugiés qui rentrent chez eux.

**Philippe Douste-Blazy** : Ici, euh, les ONG – Médecins du monde, Médecins sans frontières, AICF, Caritas, Secours catholique – tous ceux que l'on a vu sont d'accord maintenant pour faire une route, comme ce qui avait été fait à l'époque pour le Kurdistan : une route avec des points sanitaires, une sécurité sanitaire, une sécurité hydrique, avec de l'eau ! Sécurité également politique, de façon à ce que ces réfugiés n'aient pas peur. Ils ont peur de se faire tuer actuellement. Et il faut qu'il y ait des soldats. Le..., le général Lafourcade et ses hommes – qui font un travail extraordinaire ici ! – doivent être épaulés par d'autres soldats de l'ONU. S'ils ne viennent pas, ça sera catastrophique. Vous savez, depuis trois ans, on dit que l'humanitaire sert de bonne conscience souvent aux hommes politiques et aux gouvernements. Ici, il faut que l'aide humanitaire soit accompagnée également d'un geste politique. Il faut que les soldats français ne soient pas les seuls.

**Jean-Claude Narcy** : Monsieur le ministre, vous avez près de vous le..., le président de la Croix-Rouge française, Pierre Consigny. On peut le voir..., que les cameramen aient la gentillesse de nous le montrer. Monsieur Consigny, euh, bonsoir. Vous avez une vue exacte, vous, des besoins en hommes, en matériels et en médicaments. Mais sur place concrètement qu'en est-il ?

**Pierre Consigny, "Président de la Croix-Rouge Française"** : Écoutez, je crois que tout manque, n'est-ce pas. L'eau manque absolument. Mais les médicaments aussi manquent et les vivres. C'est peut-être... le point sur lequel, euh, le..., le manque est le moins marqué. Le ministre disait tout à l'heure, euh, on est a..., dans une proportion qui est, euh, du simple au double par rapport aux besoins. Mais l'eau, c'est... zéro par rapport à la totalité des besoins.

**Jean-Claude Narcy** : Ce matin à..., ce matin à Genève, on apprenait que vos réserves en argent étaient épuisées et qu'il fallait trouver quelque 60 millions de francs. Comment allez-vous faire pour récolter une telle somme ?

**Pierre Consigny** : Alors ça, c'est pour la Croix-Rouge internationale dans son ensemble, dont la Croix-Rouge française fait partie. Et la..., un grand nombre des Croix-Rouge nationales ont fait un appel à... leur population, en général. Et nous en France, nous l'avons fait en adressant un message particulier aux entreprises et aux collectivités locales. Avec le sentiment que

seraient peut-être plus touchés ceux qui ont des responsabilités collectives et qui savent mieux que d'autres que..., ce que les drames comme ceux que nous connaissons aujourd'hui peuvent signifier. Et surtout l'ampleur des moyens qu'il faut mettre en face pour y rép..., y répondre.

**Jean-Claude Narcy :** Cet exode des réfugiés au Zaïre – ça sera ma dernière question –, comme en Ouganda, au Burundi, c'est le plus grand défi qu'ait eu à relever votre organisation depuis très, très longtemps ?

**Pierre Consigny :** Certainement. Il n'y a rien de comparable, rien qui puisse être comparé. Il y a d'ailleurs aujourd'hui Goma. Mais je voudrais dire au passage – car c'est très important – qu'il y a, à 200 kilomètres au sud de Goma, la zone de Bukavu, qui est une zone qui a recueilli 500 000, euh..., réfugiés, et pour lesquels les mêmes questions commencent à se présenter aujourd'hui.

**Jean-Claude Narcy :** Monsieur Consigny, Philippe Douste-Blazy, merci d'avoir été avec nous en direct ce soir. Il y a eu quelques petites difficultés de liaison. Mais enfin, on a pu vous voir et vous entendre. Voilà donc pour le dossier rwandais.